Climat • Besoin d'une révolution écologique et sociale (p. 3)

COMMUNISTES

Une video de Ian Brossat

On est jamais déçu avec les député.e.s macronistes, jamais...

Jean-Louis Olivier

Le PCF au cortège de la manifestation interprofessionnelle du 19 mars à Paris

L'AIR DU TEMPS

C'est le riche qui pollue

Intéressante enquête du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) intitulée « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », publiée à la mi-mars. En clair, plus on est riche, plus on est au courant des enjeux écologiques et plus on pollue ! « Il y a un fort décalage entre les discours très théoriques sur la planète et la réalité des pratiques », dit l'étude. L'impact d'un consommateur sur l'environnement, son « empreinte écologique », notamment à travers ses émissions de gaz à effet de serre, dépend du revenu et des diplômes : plus la personne est riche et diplômée (CSP+), plus son score d'empreinte écologique est élevé. Le privilégié, souvent le mieux au fait des enjeux environnementaux, est en même temps celui qui pollue le plus. Il a beau se procurer ses poireaux bios et freiner sur la viande, il accumule les équipements numériques gourmands en énergie - et polluants -, et il multiplie les voyages en avion (un AR Paris-New York égale la consommation annuelle en chauffage d'une personne). Dernier enseignement de l'enquête : plus on est positionné à gauche, plus la conscience écologique est forte, plus on va vers le FN, plus elle chute. ✪

Gérard Streiff

Messages reçus

"Ok ! et merci à tous, car c'est une très bonne nouvelle pour nous et surtout merci à tous les camarades qui se sont mobilisés pour qu'enfin l'on puisse tous être entendus lors de ce débat télévisé." (G.-J. Grandi)

"À force d'avoir envoyé des e-mails, ils ont quand même accepté de vous recevoir. Bravo. La lutte continue." (M. Chirouze)

AGENDA MILITANT

25-29 mars Semaine du féminisme : Université Paul Valéry, Montpellier (34)

Mercredi 27 mars : Ian Brossat participe à la manifestation avec les cheminots à Bruxelles

27 mars 16 h : Rencontre publique au pied de la tour Matisse à Nîmes (30) avec Daniel Lamoy

Jeudi 28 mars 19 h : Rencontre-débat à Tergnier (02) avec Ian Brossat

28 mars 18 h 30 : Stratégie et alternatives post capitalistes, conférence d'Isabelle Garo, espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris

28 mars 18 h 30 : La place des femmes en Europe, rue du 4 Septembre, salle Jean et Pons Dedieu, Arles (13) avec Anthony Goncalves

28 mars 19 h : Libérons la livraison à vélo ! Le projet Coopcycle, 56 rue Sadi-Carnot, Nanterre (92)

Vendredi 29 mars 18 h : Débat public pour l'Europe des gens, avec Marie-France Beaufils et Michel Cornier, Saint-Paterne Racan (à l'ancienne mairie à côté de l'église)

29 mars 18 h 30 : Rencontre-débat avec Maryline Lucas et Ian Brossat, restaurant scolaire les Oliveaux, 165 rue Édouard-Herriot, Loos (59)

29 mars 18 h 30 : 90 ans de Fête du Travailleur alpin, 20 rue Émile-Gueymard, Grenoble (38)

29 mars 19 h 30 : Repas républicain et citoyen (couscous), salle Paul-Éluard, Dieppe (76)

Samedi 30 mars : Grand banquet citoyen à Armentières(59) avec Fabien Roussel et Ian Brossat

30 mars : Acte XX des gilets jaunes, contre les expulsions locatives

30 mars 14 h : Marche en soutien aux Palestiniens de Gaza, rdv métro Ménilmontant

30 mars à Mulhouse (68) Mamoudou Bassoum et Aurélien Crifo (14 h à 18 h)

30 mars 18 h 30 : Rencontre-débat avec Marie-Pierre Vieu, , 3 rue Edmond-Bartissol, salle des Libertés, Perpignan (66)

30 mars à 12 h 15 : La Vendée avec *l'Humanité*, Patrick Apel-Muller, immeuble « l'En-commun ; espace Jean-Jaurès », 61 rue d'Aubigny, La Roche-sur-Yon (85) **puis à 17 h**, aux Sables-d'Olonne, à OlonnEspace... Et **à 19 h**, salle des Fêtes de la Chaume

Samedi 30 mars-dimanche 1er avril : Point de rencontres sur les marchés avec *l'HD* et les tracts de campagne

Dimanche 31 mars : Golbey (88) avec prise de paroles et présentation des candidats GE ainsi que du 5e de liste Mamoudou Bassoum et Igor Zamichiei.

Mercredi 3 avril 20 h : Contre l'école du tri social, quel projet pour une école égalitaire ? Avec Pierre Ouzoulias, sénateur PCF, à l'auditorium Tam-Tam, médiathèque de Lanester (56) (rue Jean-Paul-Sartre)

3 avril : après midi et jeudi 4 matin Marie-Hélène Bourlard sera à Bonneuil-sur-Marne (94)

Jeudi 4 avril : Écoutes collectives du débat sur les européennes, France2

Vendredi 5 avril de 8 h 45 à 9 h 15 : Rencontre avec Elsa Faucillon, école maternelle Ambroise-Paré à Colombes (92)

5 avril : Journée d'initiatives avec Marie-Pierre Vieu dans le Gard rhodanien (30)

5 avril : Journée d'initiatives avec Pierre Laurent dans le Loiret (45)

5 avril : Franck Sailliot à Saint-Céré dans le Lot (46)

5 avril 18 h : Maryam Madjidi en conférence débat à Morlaix (29), (2 petite rue de Callac)

5 avril 20 h : Grand meeting avec Ian Brossat, 21 avenue du 8 Mai-1945, Echirolles (38)

Samedi 6 avril de 11 h à 17 h : 6 rencontres avec Ian Brossat dans les quartiers de Montreuil (93)

6 avril 18 h 30 : Rencontre-débat avec Ian Brossat et Lamya Kirouani, 24 rue des Champs-Élysées Gentilly (94)

6 avril 19 h : Grande soirée, Saint-Denis et le 93 mobilisés pour *l'Humanité*, 6 rue de la Légion-d'Honneur, Saint Denis (93)

9 avril 18 h 30 : Meeting de Fabien Roussel avec les candidats de la région Nathalie Fabre, Arthur Hay et Jean Mouzat à Boulazac (24)

Pour connaitre davantage d'initiatives, consulter le site www.PCF.fr
http://www.pcf.fr/actions

Pour sauver le climat, des mesures d'urgence et une solution de fond : sortir du capitalisme !

Les manifestations du 15 et 16 mars ont été une réussite : 350 000 manifestants. Avec une jeunesse particulièrement mobilisée. On y a vu des revendications qui demandent d'agir. Vite. Et qui mettent en cause le système (capitaliste) avec des slogans tels que : « C'est le système qu'il faut changer, pas le climat. Si le climat était une banque, on l'aurait sauvé. Pour de l'argent, ils tueraient terre et mer. Sauvons la banquise, pas les banquiers. Non aux légumes qui voyagent plus que moi »...

Et, pendant ce temps-là, la macronie agit. Mal. Évidemment elle ne remet en cause ni les racines du mal, ni le système. Et la France fait figure de mauvais élève avec un dépassement de 7 %, sur la période 2015-2018, des émissions de dioxyde de carbone par rapport aux engagements pris à la COP 21. Et faute d'une politique volontariste, le gouvernement s'attend déjà à dépasser de 6 % ses niveaux d'émission de CO_2 pour 2019-2023 !

Alors le gouvernement peut fanfaronner sur l'obtention d'une vice-présidence française à l'agence onusienne de l'environnement, le Président peut clamer qu'il faut faire « plus vite, plus haut, plus fort » sur l'écologie... mais les actes concrets sont à l'inverse. Et tenir ses promesses de la COP 21, ce serait déjà un objectif minimum !

La macronie, au mépris des gilets jaunes, a essayé de relancer l'idée d'une augmentation de la taxe carbone. 77 % des Français y sont défavorables, marque d'un refus de l'écologie punitive. Il est grand temps de passer à une écologie positive en prenant des mesures incitatives pour le plus grand nombre !

Et n'en déplaise aux tenants de l'idée que l'écologie est « au-dessus des partis », « ni de droite, ni de gauche », idée expérimentée par Nicolas Hulot avec le succès que l'on sait, il faudra choisir : c'est soit le marché et la loi du profit, principaux moteurs de la dégradation climatique, soit des règles politiques fortes, financées par ceux qui possèdent les richesses (et polluent), pour gagner la bataille pour la protection de la planète !

Besoin d'une révolution écologique et sociale !

Si on veut sauver le climat, il faut s'attaquer aux racines du mal, sortir du « système », c'est-à-dire sortir du capitalisme qui met la préoccupation du profit bien au-dessus du souci de protéger la planète, qui produit les pollutions que l'on connait. Il faut une révolution écologique et sociale ! À titre d'exemple, la mondialisation capitaliste se traduit par des échanges commerciaux mondiaux accrus, des productions dans les pays à bas coûts salariaux... mais à fort coût environnemental, puisqu'il faut transporter les marchandises sur de longues distances, et c'est très polluant, très émetteur de CO_2. Alors, oui, il faut changer de modes de production, produire local chaque fois que c'est possible. Pour la planète comme pour nos emplois.

Et, sans attendre le grand soir de la révolution écologique et sociale, on peut agir immédiatement pour le climat. En prenant des mesures d'urgence. Nous proposons de réduire les émissions de carbone produites par les transports (le principal émetteur de carbone en France avec 29 % des émissions) : En passant à la gratuité des transports en commun ; en développant le transport ferroviaire fret et passager pour s'attaquer au transport « tout camion » - il faut que l'Europe décide d'un plan de grands travaux ; en privilégiant les circuits courts agricoles comme industriels. Nous proposons également la rénovation thermique de 1 million de logements pour agir là encore très concrètement sur la réduction des gaz à effet de serre.

Toutes ces mesures sont de l'ordre de l'écologie positive : elles redonnent un peu de pouvoir d'achat aux familles, elles créent des emplois. Et pour financer tout cela, nous proposons que la BCE réoriente l'argent : plutôt que de financer les marchés financiers, elle peut financer par des prêts à 0 % un fonds européen de développement social et écologique, de développement des services publics.

Portons ces propositions dans le débat public et l'action. Elles sont bien accueillies. Elles marient les actions concrètes de proximité à but de changement immédiat et une visée révolutionnaire de plus long terme. Du communisme vert. ✪

Alain Pagano
Membre du CEN,
responsable à l'écologie

Facebook de la commission Écologie : https://www.facebook.com/ecologiepcf/

Les violences sexistes et sexuelles dans nos organisations

Lors du dernier Conseil national, dimanche 17 mars, Hélène Bidard rapportait sur les violences sexistes et sexuelles dans nos organisations. Résumé de son intervention dont on lira l'intégralité sur le site du PCF.

Évoquant la nouvelle vague féministe depuis MeeToo, Hélène Bidard a surtout développé « la situation critique dans laquelle nous sommes et dans laquelle est plus particulièrement le MJCF », avec l'objectif d'en « sortir par le haut ». Des agressions sexuelles ont en effet été dénoncées par des adhérentes du MJCF et plusieurs faits rendus publics. « Nous ne pouvons qu'être révolté·e·s, indigné·e·s et même en colère à l'idée que de tels actes puissent être commis par des adhérents de notre parti. (...) Il ne doit y avoir aucune place dans notre parti et au MJCF pour des agresseurs. »

Ces faits de violence heurtent nos convictions humanistes, dit-elle ; on n'est pas dupes de leur utilisation politicienne par nos adversaires ; on est confrontés à certaines de nos faiblesses. Au passage, elle insiste sur le fait que « le seul responsable de l'agression, c'est l'agresseur. Il faut le redire et le marteler : la victime ne peut porter la moindre responsabilité dans son agression ». Et puis : « Aujourd'hui le sujet qui doit nous préoccuper est de tout faire pour que des femmes soient en sécurité dans nos organisations et ne se fassent pas agresser dans leur vie militante. »

Elle en appelle à un dispositif de lutte renforcé contre les violences sexistes et sexuelles et avance des propositions pour faire de nos organisations des lieux assurant respect, sécurité et sérénité.

A ce jour, seuls le PCF et EELV se questionnent sur les rapports hommes-femmes dans leurs organisations. « Mais la vague n'en restera pas là : cela va continuer, toucher toutes les organisations les unes après les autres, toutes les institutions les unes après les autres et c'est tant mieux ! »

Hélène Bidard alerte sur l'utilisation des réseaux sociaux, outil de révélations mais aussi de prédation et de harcèlement. C'est en 2018 que le PCF met en place un dispositif interne « Tolérance zéro », réclamé de longue date par la commission féministe : création d'un livret d'information, lettre de Pierre Laurent, formation spécifique, clip vidéo (montré au congrès), accueil de la parole des victimes, soutien dans leur démarche, plainte, sanctions.

STOPVIOLENCE

Depuis un an, une victime ou un témoin peuvent saisir par mail **stopviolence@pcf.fr,** et contacter des référent.e.s formé.e.s sur le sujet. En même temps, il convient d' « améliorer l'existant » : le MJCF met en place un dispositif semblable (avec l'aide du PCF) ; rapprocher ce dispositif du monde associatif et notamment du CFCV, Collectif féministe contre le viol. Le dispositif « Tolérance zéro » va être renforcé ; il faudra assurer la primauté de l'avis des référents dans les processus internes ; désigner un collectif national de référents avec Hélène Bidard, à la disposition des dirigeants fédéraux.

Le rapport propose aussi de faire évoluer la loi et son application : inéligibilité effective des personnes condamnées ou faisant l'objet de plainte ; assurer des moyens pour la police et la justice ; des moyens aussi pour l'accompagnement social ; promouvoir dans tous les parcours éducatifs une éducation à l'égalité, y compris dans les rapports intimes.

Hélène Bidard plaide pour une organisation féministe et inclusive.

« Les violences sont parfois des procédés déloyaux pour écarter les femmes des responsabilités », observe-t-elle.

« Il y a une évolution culturelle à opérer dans nos propres mentalités ; et je sais que les communistes femmes et hommes y sont prêts, à condition que nous leur donnions des outils. (...) Il est de la responsabilité de chaque communiste de veiller au respect de la dignité de toutes et de tous.»

Dénonçant des pratiques scandaleuses (qui ont durablement affecté des organisations comme l'UNEF, l'UNL, le MJS), elle déclare : « Nous devons veiller à ne pas reproduire le continuum des violences qui va de l'insulte sexiste au viol en passant par d'innombrables gestes visant à écarter, rabaisser, remettre à leur place des femmes, hypersexualiser des jeunes femmes ou de jeunes hommes, alors qu'elles et ils ont choisi de rejoindre nos rangs pour militer et s'émanciper ! »

Hélène Bidard propose enfin quelques pistes (tout en saluant le travail de la direction et la prise de parole de Fabien Roussel) : dans le domaine de l'information, édition d'une affichette pour tous les locaux du PC et de la JC ; large diffusion du clip vidéo mentionné et du livret d'information ; formation des cadres. Il convient ensuite de cibler les moments à risque (Université d'été, camp d'été, Fête de l'Humanité). Il importe enfin de féminiser l'organisation : exigence de parité, partage de la parole, favoriser la participation des femmes. Cela suppose d'organiser des commissions féministes dans toutes les fédérations, de refuser tout propos sexiste.

« Le féminisme n'est ni une option ni une opinion, c'est un fondement de tout engagement communiste pour l'égalité. » ✪

Gard

Arguments et volonté

Plus de 300 personnes se sont rassemblées dans la salle André-Malraux du quartier du Chemin-Bas d'Avignon, à Nîmes, à l'occasion de la venue de Ian Brossat dans le Gard. Des communistes du département, des sympathisants, mais aussi des habitants de ce quartier populaire que les communistes nîmois ont l'habitude d'arpenter. Moment fort de la campagne des européennes dans le département, ce meeting aura été une grande réussite. Il aura permis de faire connaître Ian et la richesse de la liste qu'il conduit, d'apporter du sens à notre démarche et des arguments pour convaincre.

Il aura permis aussi de montrer la nature de l'engagement des communistes en laissant la parole, en début de soirée, à des acteurs engagés dans les mouvements sociaux en cours. Un lycéen mobilisé dans la marche des jeunes pour le climat a dit l'importance dans les jeunes générations des questions environnementales, et a demandé à la salle d'apporter sa solidarité pour une famille ukrainienne menacée d'expulsion. Un gilet jaune alésien qui, en expliquant la longue lutte menée, a dit son attente envers les partis de gauche et notamment le PCF, pour aider à faire déboucher les revendications. Une enseignante a expliqué la nature libérale et inégalitaire des réformes dans l'éducation, ainsi que le caractère autoritaire avec lequel elle est mise en œuvre. Enfin, un syndicaliste cheminot a rappelé que la lutte des cheminots pour le service public ferroviaire n'était pas terminée et a appelé à soutenir un cheminot menacé de licenciement suite aux actions syndicales du printemps dernier.

La diversité et la richesse de ces témoignages ont rappelé la volonté des communistes d'être utiles à ceux qui luttent, en construisant avec eux des solutions pour en finir avec un système qui en France comme en Europe brise les femmes et les hommes.

Les élections européennes seront donc un moment important pour marquer l'opposition aux politiques menées nationalement comme à l'échelle de l'Europe. Après Denis Lanoy, candidat gardois de la liste qui a évoqué les enjeux locaux, Ian a pu dire, avec une détermination contagieuse, ce pour quoi il s'engageait : une Europe de l'humain d'abord, qui ne peut se construire avec les traités actuels qui organisent l'austérité pour les peuples et permet aux multinationales de se gaver.

C'est donc plein d'arguments et de volonté que les présents sont repartis, après avoir signé le comité de soutien à la liste, un comité de soutien que feront vivre aux quatre coins du département les militants et les élus communistes, maires et conseillers municipaux et départementaux.

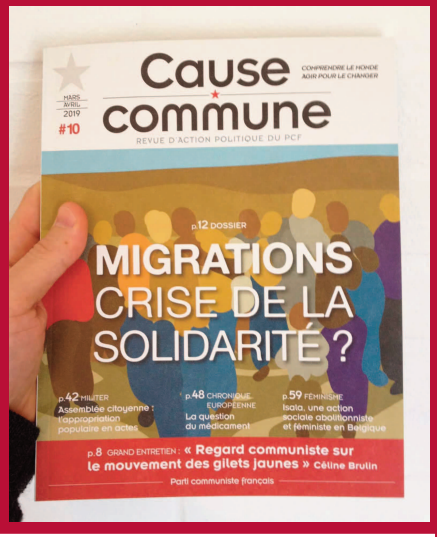
Un moment fort donc, très bien couvert par l'ensemble de la presse locale, qui a joué le jeu du pluralisme en ouvrant colonnes et antennes à Ian. Comme cette pleine page du *Midi libre*, relatant la rencontre de Ian avec des lecteurs qui se dirent, au final, intéressés et même pour certains convaincus.

La campagne continue autour de Denis Lanoy qui arpente, avec les communistes gardois, les marchés, les sorties d'entreprise et les pieds d'immeuble, mais aussi avec la venue d'autres candidats ou soutiens de la liste. Après Arthur Hay, venu à Nîmes le 9 mars, sont attendus Francis Wurtz le 3 mai à Nîmes, Marie-Pierre Vieu à Bagnols-sur-Cèze courant mai, Sarah Chaussy le 21 mai à Pont-Saint-Esprit… Et puis, nous sommes attentifs au périple à vélo de notre camarade beaucairoise, Anne Moiroud, partie de Martigues le 7 mars dernier, qui arrivera à Bruxelles le 1er avril, après avoir avalé plus de 1 000 km et multiplié les rencontres tout au long de son parcours.

Être au milieu de ceux qui luttent, et se démultiplier pour déjouer le match annoncé, et bien préparé par certains, entre libéraux et fachos, pour faire entendre les aspirations populaires, pour expliquer la nécessité de refonder l'Union européenne, pour montrer l'utilité de faire élire des députés communistes… voilà l'engagement renouvelé des communistes gardois. ✪

Vincent Bouget
secrétaire départemental
membre du Conseil national

Le n° 10 de la revue Cause commune est paru



L'originalité de notre liste

La liste conduite par Ian Brossat présente plusieurs singularités.

C'est la seule liste à gauche à avoir rejeté tous les traités européens néolibéraux. C'est la liste du monde du travail, une liste composée à 50 % d'ouvrier·e·s et d'employé·e·s, la liste qui fera élire la première ouvrière au Parlement européen.
Cette liste propose une union de peuples et de nations libres, souverains et associés que nous voulons faire émerger en combattant les logiques de la construction européenne actuelle et en portant des solutions de coopérations choisies, position d'autant plus pertinente à un moment où les débats sur le Brexit font la démonstration de la domination des forces les plus réactionnaires dans ce processus.
Cette liste avance des propositions à la fois radicales et crédibles qui incarnent « l'Europe des gens » que nous voulons construire, à l'opposé de la dictature de l'argent.
Cette liste fait le choix, face au dumping social, de mettre en avant la nécessité d' « *un travail qui paie pour une vie digne* » des travailleurs·euses en Europe, comprenant notamment un Smic européen à 60 % du salaire net moyen de chaque pays et des dispositions pour contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle femmes-hommes.
Face à la règle des 3 % maximum de déficit public, nous opposons notre propre règle d'or sociale et écologique, avec notamment l'ambition d'un plan d'urgence pour nos services publics et la transition écologique en réorientant la création monétaire.
Face à l'évasion fiscale, l'objectif de zéro fraude fiscale en Europe en interdisant les paradis fiscaux et en renforçant l'imposition des multinationales.
Cette liste a l'ambition d'une Europe de la paix et de la solidarité avec une baisse des dépenses militaires et une politique d'accueil des réfugié·e·s.
Aucune force ne porte de telles propositions politiques.

Ajoutons trois autres enjeux

Au regard de la montée en puissance des enjeux écologiques, formuler des propositions précises qui constituent un plan d'action susceptible d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat (avec en perspective l'idée d'une politique commune de l'énergie ambitieuse.)
Alors que le budget de la PAC représente 37 % du budget de l'UE et alors que l'exigence d'une alimentation de qualité pour toutes et tous et d'une juste rémunération des agriculteurs·trices grandit dans le pays, présenter nos propositions pour une nouvelle politique agricole et alimentaire commune permettant une transition vers un nouveau modèle de production alimentaire, riche en emplois durables, soucieux de la santé et de l'environnement.
Face au danger que représentent les traités de libre-échange comme le CETA avec le Canada (qui nécessite une ratification des parlements nationaux, bloquée par l'Italie à cette heure) ou encore le JEFTA avec le Japon (qui a, quant à lui, été approuvé par le Parlement européen, les parlements nationaux n'étant pas, contrairement à ce dernier, consultés), révéler dans la campagne le contenu de ces traités largement méconnus de la population qui menacent nos droits sociaux, nos services publics et la transition écologique, et appeler à une large mobilisation.
Rendre concrètes pour nos concitoyen·ne·s de grandes propositions que nous formulons comme la clause de l'européenne la plus favorisée, dont la conception doit d'ailleurs être étendue aux droits des personnes LGBTI. ✪

AGENDA DE NOS EURODÉPUTÉ·E.S

Lundi 25 à jeudi 28 mars : Plénière Strasbourg
Mardi 26 mars : Vote droits d'auteurs
Mercredi 27 mars : Vote paquet mobilité
Mercredi 3 et jeudi 4 matin : Mini plénière Bruxelles

AGENDA DE PATRICK LE HYARIC

29 mars 19H30 : Banquet de la Fédération du Cher à Vierzon (18) Avec Nicolas Sansu, maire de Vierzon, de Delphine Pietu candidate
4 avril à 19 h : Dives-sur-mer
26 avril 19 h : Ajaccio

AGENDA DE MARIE-PIERRE VIEU

Lundi 25 mars 16 h : Rencontre représentant du gouvernement catalan en France
Jeudi 28 mars : Saône-et-Loire. Débat public
Vendredi 29 mars : Béziers. Débat services publics et Europe
Samedi 30 mars : Tournée Perpignan avec les Catalans
Lundi 1er et mardi 2 avril : Déplacement Tarn-et-Garonne. Réunion publique plus initiatives agriculture et services publics
Mercredi 3 et jeudi 4 matin : Mini plénière Bruxelles
Vendredi 5 avril : Journée éducation Hautes-Pyrénées.
10 h, Gavarnie, école. **L'après-midi**, rencontre FSU

Faire grandir la solidarité avec les Sahraouis jusqu'à l'autodétermination

Une délégation du PCF* a séjourné, à l'invitation de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), dans les camps de réfugiés de Tindouf à l'ouest de l'Algérie.

Quelques rappels

En 1975, le Maroc et la Mauritanie profitaient du retrait de l'Espagne pour envahir, sous les bombes au napalm et au phosphore, le Sahara occidental faisant plus de 25 000 victimes. En réaction, le Front Polisario proclamait l'indépendance de la RASD en 1976. Le retrait de la Mauritanie en 1979 conduisit le Maroc à accentuer son incursion dans ces territoires laissés vacants. Si bien qu'actuellement Rabat occupe 80 % de l'espace sahraoui. En 1991, un cessez-le-feu, toujours en vigueur, prévoyait l'organisation d'un référendum avec les options de l'intégration ou de l'indépendance. 27 ans après, le conflit est gelé. Rabat a construit un mur de sable de 2700 km, hérissé de casernes et de mines isolant les territoires libérés par le Front Polisario (20 %) et rejette toute idée de référendum. Actuellement aucun Etat n'a entériné cette occupation marocaine tandis que la RASD est reconnue par 84 pays et siège à l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Souffrances et pillage

100 000 à 200 000 Sahraouis, ayant fui les combats, vivent depuis 43 ans dans des camps, sous des tentes ou des abris de fortune. Ils dépendent intégralement pour leur survie de l'aide fournie par l'Algérie et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dont les ressources ont drastiquement diminué depuis la crise de 2008. L'indigence est partout, occasionnant des carences alimentaires notamment pour les enfants, une anémie généralisée pour les femmes enceintes, une surmortalité infantile, des pathologies liées à cette situation… En dépit de ce contexte extrêmement difficile, le Front Polisario multiplie la création de services publics (santé, enseignement…), d'institutions démocratiques dans lesquelles les femmes jouent un rôle essentiel.

Quant au Maroc, il a déjà installé 50 000 colons et met en coupe réglée, au profit souvent exclusif du souverain chérifien, cette région riche en phosphate, fer, titane ou vadanium. Rabat a par ailleurs beaucoup investi dans l'agriculture et surtout dans la pêche sur les 700 km de côtes poissonneuses. Le Maroc exerce de surcroît une répression impitoyable et sanguinaire contre les protestations des Sahraouis vivant dans ces zones.

Ce pillage est encouragé par l'Union européenne qui, en violation de sa propre législation, vient de donner son feu vert à une extension au Sahara occidental de l'accord d'association qui l'unit au Maroc. Rabat est ainsi conforté dans son intransigeance à toute issue politique.

Sortir du statu quo

Durant la guerre froide, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Espagne et la France ont empêché tout règlement, avantageant un Maroc qui constituait l'un des piliers de la lutte anticommuniste. Cette connivence perdure avec l'externalisation de la gestion des migrants et la "lutte contre le terrorisme". Ces pays n'ont jamais condamné cette invasion et ont bloqué toutes sanctions contre Rabat. Dans le même esprit, ils soutiennent aujourd'hui la proposition marocaine d'une autonomie limitée sous souveraineté marocaine. Cette option viole la légalité internationale qui est d'une extrême clarté. Pour les Nations unies, il n'y a aucun lien de souveraineté territoriale entre le Maroc et le Sahara occidental. De ce fait, le peuple sahraoui a un statut séparé et distinct du Maroc et il est donc titulaire du droit à l'autodétermination dans ce territoire non décolonisé.

En raison du blocage exclusif de Rabat, la mission onusienne (Minurso) a échoué dans son objectif d'organiser un référendum. La fin de son mandat étant fixé en avril, les protagonistes sont désormais sous pression.

L'émissaire des Nations unies, Horst Kohler, a associé dans une première étape de négociations, à Genève en décembre, l'Algérie et la Mauritanie. Un nouveau round s'ouvre ces jours-ci. Jusqu'à présent, la France qui dispose d'intérêts économiques, politiques, militaires et culturels dans la région et qui est l'amie du Maroc a entravé toute solution au conflit. Aux Nations unies, elle s'est opposée à une extension des prérogatives de la Minurso concernant les droits humains. Elle a aussi indiqué qu'elle utiliserait son droit de veto sur toutes les résolutions qui n'auraient pas le consentement du Maroc. Cet aveuglement politique accentue la souffrance des réfugiés, les tensions entre l'Algérie et le Maroc, freine l'intégration maghrébine et favorise la course aux armements. Un changement radical de politique, marqué par la neutralité et l'équilibre afin de contribuer à la recherche d'une issue juste et pacifique, contribuerait à la stabilité et à la coopération.

Mais rien ne sera véritablement possible sans faire grandir dans notre pays la mobilisation en faveur des droits inaliénables du peuple sahraoui. ✪

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international, chargé du Maghreb et du Moyen-Orient

*** La délégation du PCF était composée d'Audrey Garino et de Pascal Torre.**

Pascal Torre et Audrey Garino (membre de la commission des relations internationales chargée du Maghreb) en présence de Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique.

Gilets jaunes

Le lundi 11 mars, s'est tenue, au siège du Parti, une soirée d'étude du Conseil national sur le mouvement des gilets jaunes, en collaboration avec *Cause commune*, Espaces Marx et la Fondation Gabriel-Péri.

À cette soirée, deux études ont été présentées et discutées : « le soutien au mouvement des gilets jaunes », coordonnée par Luc Rouban, directeur de recherches au CNRS, Sciences Po–USPC, à partir de la vague 10 du baromètre de la confiance politique du Cevipof (13-24 décembre 2018), « Les gilets jaunes sur les ronds-points », par Yann Le Lann, maître de conférences en sociologie à l'université de Lille, coordinateur de l'enquête du collectif Quantité critique, et président d'Espaces Marx.

Pour voir la vidéo :
https://www.youtube.com/watch?v=0z8q9gukiBM&feature=youtu.be

Pierre Laurent, président du Conseil national, a, en introduction, présenté les deux enquêtes qui interrogent directement le Parti, ses militant·e·s, sur l'état de notre société, du mouvement social, les antagonismes de classes…

Les chaînes d'information ont présenté les soutiens du mouvement des gilets jaunes comme l'expression d'un ras-le-bol des territoires périurbains braqués contre la taxe sur les carburants. Pour Yann Le Lann : « Le mouvement a eu l'intelligence de subvertir cette audience pour déplacer la revendication vers des enjeux de salaire et de retraite qui sont devenus le cœur de leur plateforme. À nos yeux, c'est donc la question de la reconnaissance du travail qui est en jeu. Ceux qui se mobilisent sont des salariés qui n'ont pas les moyens de se mettre en grève. Parce que leur budget est trop contraint ou parce qu'ils n'ont pas les ressources politiques autour d'eux pour porter une revendication salariale auprès de leur patron. Ou parce qu'ils ont déjà fait l'expérience d'une négociation salariale qui a échoué… »

Cette soirée a permis de mettre en lumière des points de convergences. Ce sont la critique du gouvernement et la dénonciation d'une politique économique du pays qui soudent les gilets jaunes comme leurs soutiens. Nous sommes face à un mouvement dans ses soutiens, comme dans ceux/celles qui l'animent, clairement avec des revendications anticapitalistes. Demande de changer de système, meilleure égalité et répartition des richesses, demande d'être respecté.

Selon les deux études, c'est le « retour » à la lutte des classes.

Ceux qui se mobilisent sont souvent dans la précarité (chômeurs, CDD, retraités, petits salaires dans des PME/TPE). Ils et elles se politisent dans l'action et dans le soutien. Les gilets jaunes ont appris à s'organiser et à bousculer les « traditions de luttes », en faisant leur journée le samedi pour permettre aux salariés de ne pas perdre de salaire, en occupant les ronds-points, et non leurs lieux de travail, ou les places publiques, et en s'installant dès le départ dans la durée. Une autorégulation se construit en empêchant l'émergence de leader et en mettant « sous couvercle » les sujets qui fâchent ou qui ne font pas consensus, comme l'immigration par exemple.

Un mouvement à lire dans ses contradictions

Des thématiques de la gauche émergent : pour l'augmentation des salaires, la nationalisation des autoroutes, la lutte contre l'évasion fiscale, le rétablissement de l'ISF, le contrôle du CICE avec contrepartie. Mais il semble que les mouvements populistes et d'extrême droite marquent également des points. La méfiance vis-à-vis des corps intermédiaires comme les syndicats, les partis ou mouvements politiques est entretenue. Le patronat n'est pas responsable de la situation. Les petits patrons étant considérés comme se battant pour sauver leurs entreprises et leurs employés, et étant accablés de charges. L'impôt interroge. La violence est assumée avec un certain fond poujadiste. La demande de démocratie directe, la critique parfois radicale de la démocratie représentative et des élites, en bref l'émergence d'un populisme fort semblent appeler une explication dans les termes d'un nouveau clivage entre les malheureux et les heureux, clivage qui viendrait renouveler les grilles de lecture des mouvements sociaux.

Sur les suites du mouvement et leurs implications politiques dans les semaines, mois, années qui viennent :

Luc Rouban est assez pessimiste, puisqu'il pense que face aux morcellements idéologiques et politiques à gauche, le mouvement des gilets jaunes prend la pente du mouvement Cinq étoiles en Italie et d'un rapprochement avec l'extrême droite. « Le mouvement des gilets jaunes a donc réactivé la vie démocratique, tout en récupérant une partie des électeurs qui se tenaient à distance de la vie politique. Mais le centre de gravité des valeurs situe sinon le mouvement lui-même, du moins son soutien le plus déterminé, du côté du populisme de droite. C'est ici que l'on peut apercevoir le cheminement de ce qui risque d'arriver en sortie de crise. Une forme de rassemblement à l'italienne qui commence par le Mouvement 5 étoiles et qui se termine par la suprématie de la Ligue. On peut alors émettre l'hypothèse selon laquelle le mouvement des gilets jaunes devient, dans ce cadre, le « passeur » du populisme RN en le désenclavant de la situation de blocage sur laquelle le macronisme a pu élaborer sa stratégie électorale. »

Sans nier les dangers, Yann Le Lann est plus pondéré. Selon lui, c'est plus ouvert parce que les idées de gauche, et notamment celles portées par le Parti, font leur cheminement. Mais aussi parce que nombre de gilets jaunes ont fait connaissance avec des syndicalistes et ils/elles saluent le travail de la CGT dans ce domaine. ✪

Julien Zoughebi

Pour voir la vidéo :
https://www.youtube.com/watch?v=0z8q9gukiBM&feature=youtu.be

SOUSCRIPTION

Je verse : ..... €

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19
Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Gérald Briant, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Emilie Lecroq, Julia Castanier, Denis Rondepierre, Lydia Samarbakhsh, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA